Critique Sociale

numéro 27 - septembre 2013

Actualité :

Histoire et théorie :

La bataille de la TVA et de l'austérité

Dans le contexte actuel d'austérité, un nouveau coup dur nous attend : le 1er janvier 2014, une hausse de la TVA est programmée en France. Cette augmentation de l'impôt le plus injuste qui soit, toucherait ceux qui subissent déjà le plus durement la crise : les salariés modestes, les précaires, les chômeurs, les jeunes, les classes populaires. La bataille de la TVA est donc engagée par le gouvernement. Le pire serait une défaite sans combat.



Le gouvernement Hollande-Ayrault mène une politique d'austérité, tout en prétendant le contraire. Un engrenage mortifère se poursuit ici comme ailleurs, quels que soient les gouvernements, avec comme résultats la paupérisation des classes populaires et la récession. Il n'y a pourtant pas de fatalité ; mais une alternative exige de ne pas se limiter à des mesures marginales. C'est une toute autre perspective qui doit être créée et portée à la base, par une démocratie directe issue des luttes sociales.

Et à cette spirale d'austérité s'ajoute le nouveau projet de contre-réforme des retraites, qui aboutirait encore à un recul social, puisque son point central est l'allongement de la durée de cotisation.

Les mesures qui durcissent la situation des classes populaires durcissent aussi les tensions dans la société. Or, la situation actuelle est déjà marquée par un accroissement de la violence sociale subie par la majorité. Des tendances au repli apparaissent sous diverses formes : xénophobie, homophobie, théories du complot, etc. Il est indispensable d'y opposer le raisonnement rationnel, les valeurs de liberté, d'égalité et de tolérance. La violence, le chacun pour soi et le nationalisme sont nos ennemis et doivent être combattus sans répit. Afin de lutter contre le désespoir et le repli, nous devons briser le fatalisme, passer à l'offensive par la construction de mobilisations à la base pour ouvrir de nouvelles solutions apportant progrès social, internationalisme, et démocratie réelle.

La lutte contre l'austérité est aussi une lutte contre ce système d'inégalité et de précarité. C'est également le refus actif du désespoir ambiant, qui peut conduire aux pires dérives. Nous devons compter sur nous-mêmes pour ouvrir une solution à la crise, qui passe par une démocratie sociale internationale abolissant le mode de production capitaliste.

* * *

Turquie et Brésil : retour sur deux mouvements spontanés

Au printemps dernier, deux mouvements sociaux d'importance ont eu lieu au Brésil et en Turquie. Dans les deux cas, ces mouvements ont pour un temps bousculé l'ordre établi et les institutions politiques et syndicales chargées d'encadrer la contestation.
À Istanbul comme à São Paulo et d'autres villes, ces mouvements sont nés autour de questions urbaines : la destruction programmée d'un parc en centre-ville et une Nième augmentation du prix des transports publics. Ces métropoles du Sud sont devenues des centres de l'économie mondiale, mais les investissements dans les infrastructures collectives n'ont pas suivi l'accélération de l'activité. Les partis élus se réclamant de la « Justice et du développement » islamique en Turquie, et de la gauche des « Travailleurs » au Brésil, mènent des politiques étonnamment similaires, mélangeant privatisations et interventionnisme étatique, favorisant essentiellement les cadres et patrons de ces États membres du G20, sans véritablement créer de sécurité sociale pour les nouveaux salariés de ces « miracles économiques ». Les nouvelles « classes moyennes », en fait essentiellement des jeunes diplômés, ont du mal à trouver leur place dans ces systèmes corrompus et claniques, et sont souvent menacées par la misère et le déclassement. C'est l'alliance de ces étudiants en devenir et des chômeurs et précaires de ces monstres urbains qui a donné leur force aux mouvements de ce printemps.

Au Brésil comme en Turquie, c'est autour de symboles que les mouvements se sont créés[1]. D'un côté le scandale des dépenses décidées par l'État pour les Jeux olympiques et la Coupe du monde de Football à venir, qui sont en fait d'énormes subventions à des entreprises de construction qui elles-mêmes arrosent en retour le Parti des Travailleurs de bakchichs, alors que les transports et autres services publics sont indigents. De l'autre la volonté gouvernementale de construire à l'emplacement d'un des derniers parcs du centre-ville de la mégapole un centre commercial, qui reprendrait la forme d'une ancienne caserne ottomane d'où était partie en 1909 une tentative de coup d'État militaire islamiste.
Les deux mouvements ont été dans leurs premiers temps des mobilisations spontanées, au sens où ils ne faisaient pas partie de plans établis auparavant par un ou des groupes. Ils se sont originellement constitués via des réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter, où étaient relayés à la fois les informations concernant la mobilisation et les débats auxquels chacun pouvait participer, en dehors de toute structure pré-existante comme les groupes politiques ou syndicaux Les médias dominants

[1] On peut lire à profit les pages Wikipédia consacrées à ces mouvements, pour connaître leur chronologie : « Mouvement protestataire de 2013 en Turquie » et « Mouvement protestataire de 2013 au Brésil ».

ont largement insisté sur cet aspect qui nous semble extrêmement important : la plupart des individus présents lors des premiers rassemblements étaient des sans-parti. Certainement pas uniquement des novices, mais pour l'immense majorité des gens qui n'avaient pas d'autre objectif que de développer et intensifier le mouvement réellement existant auquel ils participaient. Des sans-parti qui ont montré une grande inventivité dans l'organisation de leur lutte et la logistique des occupations. Les groupes politiques et syndicaux traditionnels sont longtemps restés extérieurs à ces mouvements, qui parfois les ont accueillis avec des huées, comme on a pu le voir au Brésil. Ces groupes, qui pour la plupart n'ont d'autre objectif que de recruter pour leur petite chapelle, envisagent les mouvements comme des viviers de futurs cadres, et non comme des moments de vie démocratique et politique. Leur apparition visible a correspondu à chaque fois avec le reflux du mouvement.



Manifestation à São Paulo, juin 2013.

Si les symboles mobilisateurs étaient des enjeux urbains que l'on a pu qualifier de « limités », ces mouvements ont eu une signification politique qui dépasse largement ces questions. Par ailleurs, la brutalité de la répression policière dans les deux cas a rappelé que ces États s'appuient sur des corps issus de périodes de dictature militaire très récentes. Ces « démocraties » sont des rouages obéissants du système capitaliste mondial, qui tolère fort bien leur corruption et leur autoritarisme. Car c'est profondément cela que ces mouvements entendaient dénoncer : la répartition inégalitaire des bienfaits de la « croissance », l'avenir bouché de la jeunesse, et la déconnexion entre les élites dirigeantes du PT et de l'AKP et les nouvelles réalités sociales. Chaque cas étant différent, c'est plus la corruption qui faisait scandale au Brésil, alors qu'en Turquie c'était plus l'autoritarisme islamique, qui voudrait interdire les bisous dans les bus, que dénonçaient les manifestants. Restent ces traits communs à ces mouvements spontanés : jeunesse, diversité sociale (du jeune cadre au supporter de foot), refus des formes politiques traditionnelles, qu'elles soient gouvernementales ou « contestataires », et auto-organisation à la base par des moyens radicalement démocratiques.

Nous voudrions ici rendre hommage à tous ceux qui ont fait ces mouvements démocratiques, entre autres choses parce qu'une vingtaine y ont laissé leur vie. Ces mouvements sont pour nous révolutionnaires, au sens où ils ont bousculé, évidemment de façon provisoire, la situation de domination qui prévalait auparavant. Ils ont ouvert des possibles et montré au monde entier qu'il y a autre chose que la résignation et la critique dépressive. Ils ont également donné à voir la réalité du « développement » sous sa forme « nationale » et capitaliste, qui est d'abord un développement des inégalités sous contrôle policier et militaire. Enfin ils ont rappelé que la politique est une affaire de mobilisation spontanée et démocratique, de débat et d'action collective, et non de planification groupusculaire, secrète et militarisée.

Les guerres sont des phénomènes barbares (Rosa Luxemburg)

En février 1914, Rosa Luxemburg fut traduite devant le tribunal de Francfort sous l'inculpation « *d'excitation de militaires à la désobéissance* »[2]. Elle y prononça le discours que l'on va lire. Le tribunal la condamna à un an de prison[3].

« Dans le réquisitoire prononcé aujourd'hui par M. le procureur comme dans l'acte d'accusation, ce qui joue le rôle principal, ce n'est pas tant les déclarations qui me sont reprochées que la façon dont on les interprète et le sens qu'on leur attribue. A plusieurs reprises et avec la plus grande insistance, M. le procureur a souligné quelles étaient selon lui mes intentions véritables au moment où je faisais les déclarations en question. Eh bien, pour ce qui est de ce côté psychologique de mon discours, pour ce qui est de ma conscience même, personne n'est mieux à même que moi d'apporter tous les renseignements utiles.

Et je veux vous le dire tout de suite : je suis tout à fait disposée à donner à M. le procureur tous les renseignements qu'il désire, ainsi qu'à vous, Messieurs les jurés. Pour en venir tout de suite à la chose principale, je tiens à déclarer que ce que M. le procureur, s'appuyant sur les dépositions de ses témoins à charge, a présenté comme étant mes idées, mes intentions et mes sentiments, n'est qu'une caricature tout à fait plate, tant de mes discours que des idées de la social-démocratie[4]. En écoutant tout à l'heure le procureur, je ne pouvais m'empêcher de rire intérieurement et de penser : voici de nouveau un exemple classique qui montre à quel point la culture purement formelle est insuffisante pour comprendre les idées social-démocrates dans toute leur complexité, leur finesse scientifique et leur profondeur historique, lorsque les intérêts de la classe à laquelle on appartient s'y opposent. Si vous aviez interrogé, Messieurs les juges, l'ouvrier le plus simple, le plus inculte, parmi les milliers de ceux qui ont assisté à mes réunions, il vous aurait donné une tout autre idée de mes déclarations. Oui, les hommes et les femmes les plus simples du peuple travailleur sont capables de s'assimiler nos idées, lesquelles, dans le cerveau d'un procureur prussien, prennent un aspect tout à fait caricatural, comme reflétées par un miroir déformateur. C'est ce que je vais prouver maintenant à l'aide de quelques exemples.

M. le procureur a répété à différentes reprises qu'avant de faire la déclaration incriminée, qui constituait, paraît-il, le point culminant de mon discours, je me suis livrée à des « excitations inouïes ». A cela, je réponds : M. le procureur, nous, social-démocrates, nous ne nous livrons à aucune espèce d'excitation ! Que signifie, en effet, se livrer à des excitations ? Ai-je dis à ceux qui m'écoutaient : si vous allez faire la guerre à l'étranger, en Chine par exemple, frappez de telle sorte qu'aucun Chinois n'osera plus, un siècle après, regarder un Allemand de travers[5] ? Si j'avais dit cela, alors certainement c'eût été une excitation de ma part. Où me suis-je efforcée d'inculquer aux masses les préjugés nationaux, de leur insuffler le chauvinisme, le mépris et la haine des autres races et des autres peuples ? Cela, assurément, c'eût été une excitation de ma part.

Mais ce n'est pas ainsi que j'ai parlé et que parle un social-démocrate conscient. Ce que j'ai fait dans ces réunions à Francfort, et que nous autres social-démocrates faisons toujours par la parole et par l'écrit, ç'a été uniquement de développer l'éducation des masses, de leur faire comprendre leurs

[2] Le 26 septembre 1913, lors d'un meeting socialiste près de Francfort, Rosa Luxemburg s'était exclamée : « *Si on attend de nous que nous brandissions les armes contre nos frères de France et d'ailleurs, alors nous nous écrions : "Nous ne le ferons pas !"* ».

[3] Première publication par la revue *Spartacus*, n° 5-6, 18 janvier 1935, p. 4-5. Traduit de l'allemand par Marcel Ollivier. Nous avons également republié ce texte en brochure : Rosa Luxemburg, *Les Guerres sont des phénomènes barbares, discours devant le tribunal de Francfort, février 1914*, Critique Sociale, 2013.

[4] Le mot désignait à l'époque le mouvement socialiste qui disait baser son action sur la lutte de classe, pour abolir le mode de production capitaliste.

[5] Rosa Luxemburg cite ici des propos tenus en juillet 1900 par le Kaiser Guillaume II à des troupes allemandes qui partaient combattre en Chine.

intérêts de classe et leurs tâches historiques, de leur montrer les grandes lignes du développement, les tendances des transformations économiques, politiques et sociales, qui se poursuivent au sein de la société actuelle, et qui mènent avec une nécessité de fer à ce résultat qu'à un certain niveau du développement l'ordre social existant doit être renversé et remplacé par une société socialiste supérieure. C'est ainsi que nous menons notre agitation, que, grâce à l'effet anoblissant des perspectives historiques sur le terrain desquelles nous nous plaçons, nous élevons peu à peu le niveau moral des masses. C'est de ces mêmes grands points de vue – parce que chez nous, social-démocrates, tout se subordonne à une conception du monde harmonique, systématique, appuyée sur une base scientifique solide – nous menons également notre agitation contre la guerre et le militarisme. Et si M. le procureur, avec ses malheureux témoins à charge, considère tout cela comme un simple travail d'excitation, le caractère simpliste de cette conception est dû uniquement à son incapacité totale de s'assimiler les idées social-démocrates.

Ensuite, M. le procureur a fait allusion, à différentes reprises, à mes soi-disant excitations au "meurtre des supérieurs". Les allusions masquées, mais compréhensibles pour chacun, à mes appels au meurtre des officiers doivent révéler tout particulièrement la noirceur de mon âme et le caractère extrêmement dangereux de mes intentions. Eh bien, je vous demande de croire, pour un instant à l'exactitude des propos qui me sont attribués. A la réflexion cependant, vous serez obligés de vous dire qu'ici – dans l'effort louable de me peindre sous les couleurs les plus noires – le procureur a fait complètement fausse route, car quand et contre quels "supérieurs" ai-je appelé au meurtre ? L'acte d'accusation même prétend que j'ai préconisé l'introduction du système des milices en Allemagne, que j'ai déclaré que la chose essentielle dans ce système était l'obligation de laisser aux hommes – comme cela se fait en Suisse – leur fusil à la maison.
Et c'est à cela – remarquez-le bien : à cela – que j'aurai lié l'indication que le fusil pourrait très bien partir dans une direction tout autre que ne le souhaitent les dirigeants. C'est donc clair : M. le procureur m'accuse d'avoir excité au meurtre, non contre les supérieurs du système militaire allemand actuel, mais... contre ceux des futures armées de milices allemandes ! On nous reproche violemment notre propagande en faveur du système des milices et l'acte d'accusation me l'impute même à crime.
Et en même temps le procureur se sent tenu de protéger la vie, menacée par moi, des officiers de ce système de milices qu'il combat. Un pas de plus, et M. le procureur, dans l'ardeur de la lutte, m'accusera d'avoir excité à des attentats contre le président de la future république allemande.

Mais qu'ai-je dit en réalité à propos du "meurtre des supérieurs" ? Quelque chose de tout à fait différent ! J'avais montré dans mon discours que les protagonistes officiels défendent le militarisme actuel en s'appuyant sur la soi-disant nécessité de la défense nationale. Si ce souci de la défense nationale, disais-je, était vraiment sincère, les classes dirigeantes ne devraient rien avoir de plus pressé que de réaliser la vieille revendication du programme social-démocrate, concernant l'introduction du système des milices. Car, seul ce système permet d'assurer vraiment la défense du pays, étant donné que seul le peuple libre, qui marche, de sa propre initiative, à la bataille contre l'ennemi, constitue un rempart sûr et suffisant pour la liberté et l'indépendance de la patrie. Ce n'est qu'alors qu'on pourrait dire : Chère patrie, tu peux être tranquille ! Pourquoi donc, demandais-je, nos patriotes officiels ne veulent-ils pas entendre parler de ce seul système vraiment efficace ? Pour cette raison bien simple qu'en réalité, il ne s'agit pas pour eux de défendre la patrie, mais de faire des guerres de conquêtes impérialistes, pour lesquelles, en effet, les armées de milice ne valent rien. Et ensuite, si les classes dirigeantes ont peur de laisser les armes entre les mains des travailleurs, c'est qu'elles craignent qu'elles ne partent dans une direction tout autre qu'elles ne le désirent.

Ainsi, ce que j'avais déclaré comme étant l'effet de la peur qu'éprouvent les classes dominantes, est interprété par le procureur, se basant sur les dépositions de ses témoins, comme un appel au meurtre auquel je me serai livré. Vous avez de nouveau ici une preuve qui montre quelle confusion crée dans son cerveau son incapacité absolue de suivre les idées de la social-démocratie.

Tout aussi fausse est l'affirmation, selon laquelle j'aurais recommandé l'exemple de l'armée coloniale hollandaise, où chaque soldat a le droit d'abattre le supérieur qui le maltraite. En réalité, j'ai parlé, à propos du militarisme et des mauvais traitements qu'on fait subir aux soldats, de notre chef inoubliable, Bebel[6], et montré que l'un des principaux chapitres de son activité a été sa lutte au Reichstag contre les brimades infligées aux soldats, à propos de quoi je citais comme exemple, d'après le compte-rendu sténographique des séances du Reichstag – et ce dernier n'est pas, que je sache, interdit par la loi – plusieurs discours de Bebel, entre autres, ses déclarations de 1893 au sujet de l'usage en question dans l'armée coloniale hollandaise. Vous voyez, Messieurs, qu'ici aussi M. le procureur s'est trompé, dans son zèle. Ce n'est pas contre moi, mais contre un autre, qu'il aurait dû dresser son accusation.

Mais j'en arrive au point principal de l'accusation. M. le procureur tire son affirmation selon laquelle j'aurais dans la déclaration incriminée, conseillé aux soldats, en cas de guerre, contrairement aux ordres, de ne pas tirer sur l'ennemi, d'une déduction qui lui paraît d'une force démonstrative absolument convaincante et d'une logique irréfutable. Il raisonne de la manière suivante : étant donné que j'ai fait de l'agitation contre le militarisme, étant donné que je voulais empêcher la guerre, je ne pouvais manifestement avoir en vue d'autre moyen plus efficace que de dire aux soldats : si l'on vous ordonne de tirer, ne tirez pas ! N'est-ce pas, Messieurs les juges, quelle conclusion convaincante, quelle logique irréfutable ! Et pourtant je me permets de vous dire : cette logique et cette conclusion découlent de la conception de M. le procureur, non pas de la mienne, non pas de celle de la social-démocratie. Ici, je vous demande de bien vouloir me prêter une attention particulière. La conclusion selon laquelle le seul moyen efficace d'empêcher la guerre est de s'adresser directement aux soldats et de leur demander de ne pas tirer, cette conclusion n'est que l'autre aspect de cette conception d'après laquelle, aussi longtemps que le soldat obéit aux ordres de ses supérieurs, tout ira à merveille dans l'Etat, d'après laquelle, pour m'exprimer brièvement, la base du pouvoir d'Etat et du militarisme est l'obéissance passive du soldat. Cette conception de M. le procureur trouve également son complément harmonique, notamment, dans cette déclaration officielle du chef suprême des armées, à l'occasion de la réception du roi de Grèce, à Potsdam, le 6 novembre de l'année dernière, selon laquelle le succès des armées grecques prouve "que les principes défendus par notre état-major et nos troupes, appliqués d'une façon juste, garantissent toujours la victoire". L'état-major, avec ses "principes", et le soldat, avec son obéissance passive, telles sont les bases de la conduite de la guerre et la garantie de la victoire. Eh bien, nous, social-démocrates, nous pensons autrement. Nous pensons que ce n'est pas l'armée, les "ordres" d'en haut et "l'obéissance" aveugle d'en bas qui décident de l'issue heureuse des guerres, mais bien la grande masse du peuple travailleur. Nous pensons que les guerres ne peuvent être menées qu'autant que la masse des travailleurs, ou bien y participe avec enthousiasme, parce qu'elle la considère comme juste et nécessaire, ou tout au moins la supporte avec patience. Si par contre la grande majorité du peuple travailleur arrive à la conviction – et éveiller cette conviction, cette conscience, est précisément la tâche que nous autres social-démocrates nous nous posons – si, dis-je, la majorité du peuple arrive à la conviction que les guerres sont des phénomènes barbares, d'une immoralité profonde, réactionnaires et contraires aux intérêts du peuple, alors elles deviendront impossibles, même si le soldat obéit encore aux ordres de ses supérieurs. D'après la conception du procureur, c'est l'armée qui fait la guerre, d'après la nôtre, c'est le peuple tout entier. C'est lui qui décide si les guerres ont lieu ou non. C'est la masse des travailleurs, hommes et femmes, vieux et jeunes, qui décide de l'existence du militarisme actuel, et non pas la petite partie de ce peuple, qui porte l'uniforme du roi.
Et j'ai, en même temps, en disant cela, une preuve classique que c'est en effet ma conception, la conception de mon parti.

Je suis par hasard en mesure de répondre à la question posée par le procureur de Francfort, à savoir à qui j'ai fait allusion lorsque j'ai déclaré : "nous ne ferons pas cela", par un discours prononcé par moi

[6] August Bebel (1840-1913) avait été militant de l'Association Internationale des Travailleurs, puis fut pendant de nombreuses années le principal leader socialiste en Allemagne. Il était mort quelques mois avant ce discours.

à Francfort. Le 17 avril 1910, j'ai parlé ici, au cirque Schumann, devant environ 6.000 personnes, sur la lutte électorale en Prusse – à cette époque, comme vous le savez, notre lutte avait atteint son point culminant – et je trouve dans le rapport sténographique de ce discours, page 10, le passage suivant :
« Chers auditeurs. Dans la lutte électorale actuelle, comme dans toutes les questions politiques importantes du progrès en Allemagne, nous ne devons compter que sur nous. Qui « nous » ? « Nous », ce sont les millions de prolétaires de Prusse et d'Allemagne. Oui, nous sommes plus qu'un simple chiffre, nous sommes les millions de ceux grâce au travail desquels vit la société. Et il suffit que ce simple fait s'enracine dans la conscience des larges masses du prolétariat allemand pour que le moment vienne où on montrera en Prusse à la réaction dominante que le monde peut vivre sans junkers poméraniens et sans comtes catholiques, sans conseillers secrets et même sans procureurs, mais qu'il ne pourrait pas vivre vingt-quatre heures si les ouvriers se croisaient les bras. »

Vous voyez, j'explique ici nettement où nous voyons le pivot de la vie politique et du sort de la nation : dans la conscience, la volonté clairement formulée, dans la résolution de la grande masse travailleuse. Et c'est exactement de la même façon que nous considérons la question du militarisme. Si la classe ouvrière en arrive à cette décision de ne pas tolérer des guerres, alors les guerres deviendront impossibles.

Dans aucune décision de nos congrès, vous ne trouverez aucun appel aux soldats leur demandant de ne pas tirer. Et pourquoi ? Parce que nous avons peur des conséquences d'une telle agitation, des paragraphes du code pénal ? Nous serions en vérité de bien tristes figures si nous négligions, par peur des conséquences, quoi que ce soit de ce que nous considérons comme utile et nécessaire. Non ! Si nous ne le faisons pas, c'est parce que nous nous disons : ceux qui portent "l'uniforme du roi" ne sont qu'une partie du peuple travailleur, et si dernier arrive à la compréhension nécessaire concernant le caractère néfaste et criminel des guerres, alors les soldats aussi comprendront d'eux-mêmes, sans aucun appel spécial de notre part, ce qu'ils auront à faire dans le cas donné.

Vous voyez, Messieurs, que notre agitation contre le militarisme n'est pas si pauvre et si simpliste que se l'imagine M. le procureur. Nous avons tant de moyens d'action et si variés : éducation de la jeunesse – et nous la poursuivons avec zèle et un succès constant, malgré toutes les difficultés qu'on nous oppose – propagande en faveur du système des milices, meetings de masse, démonstrations de rues... Regardez du côté de l'Italie. Comment les ouvriers conscients y ont-ils répondu à l'aventure guerrière en Tripolitaine[7] ? Au moyen d'une grève en masse de démonstration qui a été réalisée d'une façon remarquable. Et comment a réagi la social-démocratie allemande ? Le 12 novembre, la classe ouvrière de Berlin a adopté dans 12 réunions une résolution félicitant les camarades italiens pour leur grève de masse.

Oui, la grève de masse ! dit le procureur. C'est précisément ici qu'il croit m'avoir attrapée de nouveau à mon idée la plus dangereuse, la plus subversive. Le procureur a appuyé aujourd'hui tout particulièrement son accusation sur le fait de mon agitation en faveur de la grève de masse, à laquelle il liait les perspectives les plus effroyables d'une révolution violente, telles qu'elles ne peuvent exister que dans l'imagination d'un procureur prussien. M. le procureur, si je pouvais supposer chez vous la moindre capacité de comprendre les idées de la social-démocratie, une noble conception historique, je vous expliquerai ce que j'explique à mes auditeurs dans chaque meeting populaire, à savoir que les grèves de masse, en tant que représentant une certaine période du développement des conditions actuelles, ne sont pas plus "faites" qu'on ne "fait" les révolutions. Les grèves de masse sont une étape de la lutte de classes, à laquelle mène, avec la force d'une nécessité naturelle, notre développement actuel. Tout notre rôle, celui de la social-démocratie, en face d'elles, consiste à faire entrer dans la conscience de la classe ouvrière, la compréhension de cette tendance du développement, afin que les ouvriers soient à la hauteur de leurs tâches, en tant que masse populaire éduquée, disciplinée, mûre, résolue et vigoureuse.

[7] Région constituant le nord de la Libye.

Ici aussi, vous voyez, lorsque le procureur introduit dans l'accusation le spectre de la grève de masse, telle qu'il la comprend, c'est pour ses idées, et non pas pour les miennes, qu'il veut me frapper.

J'en terminerai ici. Je voudrais encore faire une remarque. M. le procureur a, dans son réquisitoire, accordé une grande attention à ma modeste personne. Il m'a présentée comme un grand danger pour la sécurité de l'ordre public, il n'a pas même craint de s'abaisser au niveau des feuilles boulevardières en m'appelant la « Rosa rouge ». Il a même été jusqu'à attaquer mon honneur personnel en exprimant le soupçon que je prendrai la fuite au cas où la peine proposée par lui serait acceptée par le tribunal. M. le procureur, je dédaigne pour ma part de répondre à vos attaques. Mais je veux vous dire une seule chose : vous ne connaissez pas la social-démocratie.
(Le Président, interrompant : « Nous ne pouvons pas écouter ici de discours politiques ! »)
Rien que pendant l'année 1913, un grand nombre de vos collègues ont travaillé à la sueur de leur front à faire prononcer contre les rédacteurs de notre presse 60 mois de prison en tout. Avez-vous entendu dire qu'aucun des coupables ait pris la fuite par peur de la punition ? Croyez-vous que ces condamnations aient amené un seul social-démocrate à osciller ou l'ont ébranlé dans l'accomplissement de son devoir ? Non, notre œuvre se moque de toutes les subtilités de vos paragraphes, elle croît et prospère en dépit de tous les procureurs !
Encore un mot pour terminer au sujet de cette attaque inqualifiable, qui retombe tout entière sur son auteur. Le procureur a dit textuellement – je l'ai noté – qu'il demandait mon arrestation immédiate, car "il serait incompréhensible que l'accusée ne prenne pas la fuite". Cela signifie, en d'autres termes : si moi, procureur, j'avais à faire un an de prison, je prendrais la fuite. M. le procureur, je vous crois, vous prendriez la fuite. Mais un social-démocrate ne prend pas la fuite. Il accepte la responsabilité de ses actes et se rit de vos punitions.
Et maintenant, condamnez-moi ! »

* * *

« On s'habitue à se nourrir des nouvelles du quotidien. On est incapables de mettre de l'ordre dans son esprit ; on se laisse balloter par les vents de toutes les idées contraires, sans prendre le temps de se ressaisir, de digérer ce qu'on a absorbé. Il faut réagir contre ce courant de paresse intellectuelle. »
(Pierre Monatte)

Critique Sociale n° 27, septembre 2013

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás